



UR TOULOUSE

L'Union Régionale UFAP UNSa Justice de TOULOUSE en visite sur l'UHSI...

Le 24 mai 2023

En mai 2023, une délégation régionale **UFAP UNSa Justice** s'est déplacée sur l'UHSI pour venir à la rencontre du personnel de cette structure.

Pour certains d'entre nous, cela a été une découverte enrichissante sur le plan humain avec des échanges sérieux et constructifs. Des discussions franches, nous ont permis de mesurer les difficultés quotidiennes auxquelles font face le personnel tant sur le plan des ressources humaines que sur le manque de matériel.

Après cette visite de l'UHSI, l'**UFAP UNSa Justice** dresse un constat accablant dans différents domaines :

1°) Ressource Humaines :

- Beaucoup trop de postes vacants dans le CEA.

Sur ce sujet, l'**UFAP UNSa Justice** rappelle qu'il est impératif de mettre en application l'organigramme de référence du 7 octobre 2021 :

- Personnel de Surveillance : 38 (actuellement 32) = **6 postes vacants**
- Premiers Surveillants : 8 (actuellement 6, dont un faisant fonction et à prévoir 2 départs en mutation et un futur retraité) = **6 postes vacants**
- Officiers : 2 (actuellement 2, là c'est champagne à tous les étages...)

Par ce constat, l'**UFAP UNSa Justice** s'insurge des exigences grandissantes faites au personnel par l'administration pénitentiaire, de l'ajout croissant des missions au détriment de la sécurité et des condition de travail.

Pour l'**UFAP UNSa Justice**, l'équation paraît pourtant simple :

- Avec des postes vacants, sans remplacement, c'est la charge de travail qui doit être revue à la baisse, n'en déplaise aux fanatiques des tableaux EXCEL... **À croire que ces gens-là ne vivent pas sur la même planète !!!**

Concernant la multiplication des missions, l'**UFAP UNSa Justice** avait déjà saisie le CE par courriel en date du 7 avril 2023, resté à ce jour lettre morte, sur les escortes des PPSMJ par le personnel de l'UHSI sur des plateaux techniques.

Car, pour l'**UFAP UNSa Justice**, c'est avec un certain zèle que l'administration se targue du nombre croissant de transfert comptabilisé comme des entrées sur l'UHSI. Sur ce thème, notre organisation professionnelle rappelle, une nouvelle fois, que ces transferts de PPSMJ vers l'UHSI, émis par l'administration pénitentiaire, ne devrait pas être sous l'autorité du personnel de surveillance de cette structure puisque ce ne sont pas des hospitalisations à temps complet d'une durée supérieure à 48h00.

En effet, ce stratagème, réalisé par l'administration pénitentiaire pour maquiller de simples consultations en Transfert, est inacceptable !!!

Mais pour l'administration pénitentiaire cela paraît tellement plus simple de presser les agents de l'UHSI comme des citrons, plutôt que de faire appel aux Forces de Sécurité Intérieur. En effet, et l'**UFAP UNSa Justice**, n'invente rien :

- « dans le cadre d'une hospitalisation à temps partiel pour une durée inférieure à 48h00, il est prévu la mise en place d'une garde statique des FSI !!! »

Et qui pourrait mieux expliquer le raisonnement de l'**UFAP UNSa Justice** que ce proverbe du XVIIIe siècle :

« Chacun son métier, les vaches seront bien gardées »...

Sur un tout autre sujet, mais qui n'est pas à prendre à la légère, l'**UFAP UNSa Justice** souhaite alerter l'administration pénitentiaire concernant la confidentialité qui doit être de mise entre le patient/détenu et le service de santé. En effet, il semblerait que des informations confidentielles soit portées aux oreilles des PPSMJ sur le jour, le lieu de leur intervention chirurgicale ou des soins prodigués ?!?

Pour l'**UFAP UNSa Justice**, si de telles révélations s'avéraient exactes, cela signifierait la mise en danger systématique des agents d'escorte, ce qui est parfaitement lamentable et inacceptable.

il en va de la sécurité des Agents !!!

Par conséquent, l'UFAP UNSa Justice exige qu'un rappel à l'ordre soit réalisé rapidement afin de dissiper tout malentendu...

2°) Matériels et équipements :

L'**UFAP UNSa Justice** demande que les agents soient pourvus d'un armement individuel, qui n'est malheureusement pas le cas actuellement, tout comme la dotation individuelle d'une gazeuse. Armer individuellement les agents garantit une usure plus lente du matériel.

De plus, pour l'**UFAP UNSa Justice**, il paraît évident que l'UHSI doit être pourvu d'une armoire de stockage électronique d'armes de type TRAKA pour un rangement individuel.

L'**UFAP UNSa Justice** profite de cette tribune pour lancer un avis de recherche concernant la dotation individuel d'un kit Micro Oreillette pour le système SAGEO normalement fourni avec ce matériel et qui à ce jour reste introuvable ?!?

Encore un des grands mystères non élucidés par l'administration pénitentiaire...

L'**UFAP UNSa Justice** note une amélioration du suivi de la maintenance des matériels sur cette antenne, certainement dû à la passation du marché public vers la société IDEX ?!?

Pour autant, il ne faudrait pas que l'administration pénitentiaire s'endorme sur ses lauriers et qu'elle attende le dernier moment pour entreprendre les travaux nécessaires en matière de sécurité et d'amélioration des conditions de travail.

L'**UFAP UNSa Justice** y restera extrêmement attentive, comme sur tous les autres sujets qui ont été abordés au travers de cet écrit...

L'UFAP UNSa Justice espère qu'à l'avenir le personnel de l'UHSI ne sera pas seulement écouté, mais entendu par le Chef d'établissement du CP SEYSSES, responsable de l'UHSI !!! Un Chef d'établissement qui semble être à mille lieux des problèmes qui surviennent sur ce quartier...

Le Bureau Régional **UFAP UNSa Justice** de TOULOUSE